

geront pas [21 février 1956] (p. 379); *Motion préjudicielle de M. Bone tendant à surseoir au débat de validation sur le département d'Indre-et-Loire tant que les territoires de l'Inde française n'auront pas procédé à l'élection de leurs députés* (p. 379, 380); *Répartition des émissions de radio et de télévision pendant la campagne électorale* (p. 380, 381). — Est entendu sur la fixation immédiate de la date de discussion d'une interpellation relative à la manifestation de la Mutualité : *Est rappelé à l'ordre* [29 février 1956] (p. 575). — Pose à : M. le Ministre d'Etat chargé de la justice une question orale relative à la libération d'Alfred Delarue [4 mai 1956] (p. 1751, 1752); — M. le Ministre des Affaires sociales une question orale relative à l'activité des membres des comités d'entreprises et des délégués du personnel ainsi qu'à la distribution de tracts et de journaux à la porte des entreprises [25 mai 1956] (p. 2024); — M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à l'interdiction de publications en langue espagnole éditées hors d'Espagne [22 juin 1956] (p. 2905). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme et statut de l'agence France-Presse; Art. 4 : *Amendement de M. Tys tendant à introduire un deuxième représentant des directeurs d'entreprises dans le Conseil supérieur* [3 juillet 1956] (p. 3175); Art. 7 : *Amendement de M. Gosset tendant à remplacer au conseil d'administration deux représentants des directeurs par deux représentants des journalistes* (p. 3177); Art. 10 : *Amendement de M. Brusset excluant les membres du conseil représentant le personnel des délibérations et des votes concernant la désignation du président directeur général* (p. 3179). — Est rappelé à l'ordre lors de la discussion des interpellations : sur la politique générale du Gouvernement [25 octobre 1956] (p. 4308, 4310); — sur les événements de Hongrie [7 novembre 1956] (p. 4505); avec inscription au procès-verbal (p. 4506); avec inscription au procès-verbal (p. 4507). — Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 14, Etat C, PRÉSIDENT DU CONSEIL, Service juridique et technique de l'information, Titres III et IV : *Partialité des informations diffusées par la radio et la télévision sur les événements de Hongrie et du Moyen-Orient; excitation à la haine contre les communistes; nécessité d'un contrôle du Parlement sur la radio et la télévision* [28 novembre 1956]

(p. 5249 à 5251); Art. 18, Etats G et H, RADIO-DIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE : *Absence d'objectivité du journal parlé, notamment sur les événements de Hongrie; nécessité d'un contrôle parlementaire; institution du droit de réponse; entreprise de discrédit de la radio-diffusion française menée par des hommes politiques ayant des intérêts dans des postes périphériques* [7 décembre 1956] (p. 5691); — en deuxième lecture, du projet de loi sur la propriété littéraire et artistique; Art. 45 : *Amendement de M. Roland Dumas relatif au paiement des redevances dues au titre de l'exploitation publique de l'œuvre cinématographique* [17 décembre 1956] (p. 6048). — Pose à M. le Ministre d'Etat, Garde des Sceaux, chargé de la Justice, une question orale relative à la situation civique d'élus municipaux ayant exercé leur mandat sous l'occupation allemande [25 janvier 1957] (p. 316). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative au rachat de la Société Images et Son : *Difficile conciliation entre les économies envisagées par M. Ramadier et le rachat du poste Europe n° 1; activité douteuse de M. Michelson; nomination de M. Speidel à la tête de l'O. T. A. N.; possibilité de rachat du poste Europe n° 1 par les propriétaires de grands journaux; nécessité d'une taxe sur la publicité faite par les postes radiophoniques étrangers* [12 février 1957] (p. 797, 798). — Est rappelé à l'ordre au cours de la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement [22 mars 1957] (p. 1814). — Posé à M. le Secrétaire d'Etat à l'Industrie et au Commerce une question orale relative au doublage des films [26 juillet 1957] (p. 4009). — Prend part à la discussion, en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1958; Art. 6 : *Equilibre du budget d'exploitation de la radio-diffusion et télévision; remboursement par les Ministères des services rendus; institution d'une taxe sur la publicité faite par les firmes françaises sur les postes périphériques; statut de la radio-télévision française* [26 décembre 1957] (p. 5547, 5548, 5551).

GRUNITZKY (M. Nicolas), Député du Togo
(C.A. puis P.R.A.),

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 168). = Est nommé membre de la Commis-

sion des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160).

Interventions :

Prend part à la discussion d'un projet de loi-cadre concernant les territoires d'outre-mer : *Le statut du Togo : le référendum au Togo sous tutelle anglaise* [20 mars 1956] (p. 1089, 1090); Art. 8 : *Problème d'unification du Togo, autonomie interne au sein de l'Union française* [22 mars 1956] (p. 1199).

GUÉRIN (Mme Rose), Député de la Seine (5^e circonscription) (C.).

Son élection est validée [7 février 1956] (p. 214). = Est nommée membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission des pensions [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission supérieure des allocations familiales [29 février 1956] (p. 572).

Dépôts :

Le 17 février 1956, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 53-659 du 1^{er} août 1953 aux veuves et orphelins français des apatrides et des étrangers victimes de l'action répressive de l'ennemi, n° 584. — Le 22 février 1956, une proposition de loi tendant à ce que les fêtes légales soient non seulement chômées et payées, mais non récupérables, dans les commerces non alimentaires, n° 676. — Le 24 février 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution (n° 518) de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à doter immédiatement les caisses d'allocations familiales des crédits nécessaires au versement d'un mois supplémentaire de prestations familiales, n° 778. — Le 23 mars 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 702) de Mme Estachy et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer les deux heures « d'équivalence » pour le personnel des commerces de détail non alimentaires par l'abrogation de l'article premier de décret du 31 décembre 1938,

n° 1413. — Le 23 mars 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont (n° 155) tendant à décider la fermeture obligatoire des maisons de commerce, autres que celles d'alimentation, les jours de l'Ascension et de la Toussaint; 2° de Mme Rose Guérin et plusieurs de ses collègues (n° 676) tendant à ce que les fêtes légales soient non seulement chômées et payées, mais non récupérables, dans les commerces non alimentaires, n° 1414. — Le 22 juin 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I, la proposition de loi de M. Gaillemain et plusieurs de ses collègues (n° 1696) tendant à venir en aide aux familles dont les dépenses se sont accrues du fait du froid; II, les propositions de résolution : 1° de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues (n° 518) tendant à inviter le Gouvernement à doter immédiatement les caisses d'allocations familiales des crédits nécessaires au versement d'un mois supplémentaire de prestations familiales; 2° de M. Chambeiron et plusieurs de ses collègues (n° 1543) tendant à inviter le Gouvernement à doter les caisses d'allocations familiales des crédits nécessaires au versement d'un mois supplémentaire de prestations familiales n° 2316. — Le 12 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 2120) de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à accorder un congé spécial aux épouses des militaires stationnés en Afrique du Nord à l'occasion des permissions de leurs maris, n° 2545. — Le 12 juillet 1956, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 702) de Mme Estachy et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer les deux heures « d'équivalence » pour le personnel des commerces de détail non alimentaires par l'abrogation de l'article premier du décret du 31 décembre 1938, n° 2560. — Le 17 juillet 1956, une proposition de loi tendant à fixer les modalités d'application de la semaine de 40 heures dans les commerces de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, n° 2579. — Le 23 juillet 1956, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales pour tout enfant à charge jusqu'à 17 ans et pendant la durée de l'apprentissage, n° 2591. — Le 23 juillet 1956,